



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### LA FRANCE A LES CAPACITES DE DEPLOYER LES EMISSIONS NEGATIVES

Paris, le 7 mars 2024 – Carbon Gap publie une étude du potentiel de la France pour déployer des émissions négatives, ainsi qu'une ébauche de feuille de route pour le mettre en œuvre. Ce travail doit servir de tremplin pour que la France se dote rapidement d'une stratégie robuste pour les filières d'élimination du dioxyde de carbone.

#### Messages clés

- La France a les capacités de diversifier ses puits de carbone et déployer des volumes importants d'élimination du dioxyde de carbone atmosphérique (EDC)
- Si la trajectoire de réduction des émissions est respectée, l'EDC peut permettre à la France de **sécuriser l'atteinte de la neutralité carbone** voire de **devenir nette négative avant 2050**
- Les puits naturels et technologiques jouent des rôles équilibrés dans les scénarios de déploiement
- Il est urgent d'outiller et de responsabiliser l'ensemble des parties prenantes sur l'EDC, pour que l'initiative puisse venir des territoires
- **Il manque un plan à la France** pour enclencher et réussir ce déploiement ambitieux

L'atteinte de l'objectif de neutralité carbone semble plus difficile que jamais dans la préparation de la SNBC3, notamment au vu des moindres performances du puits forestier sur lequel la France s'est largement appuyée jusqu'ici. En plus de renforcer son action sur la décarbonation, il est urgent que la France diversifie sa stratégie sur les puits de carbone. L'élimination du dioxyde de carbone atmosphérique (EDC) est le troisième pilier de l'action climatique : réduire, s'adapter, éliminer. Il existe une large palette de méthodes d'EDC qui permettent de générer des émissions négatives.

Dans le cadre du projet « Country CDR Readiness assesment », Carbon Gap publie deux documents qui doivent permettre d'y voir plus clair sur le potentiel de la France pour diversifier ses puits de carbone, et comment s'y prendre pour déployer de façon ambitieuse et responsable les méthodes d'élimination du CO<sub>2</sub>.

*« Un pays comme la France a tous les atouts pour déployer les filières d'EDC : des ressources naturelles variées, des écosystèmes gérés, un puissant appareil de recherche et innovation, un écosystème entrepreneurial dynamique avec un vivier de compétences riche, et un poids diplomatique important. La France a aussi le devoir de le faire, du fait de sa contribution*

*historique au changement climatique et de son économie, parmi les plus fortes de ce monde. Il est temps que la France se dote d'une stratégie pour l'EDC, comme le font ses partenaires européens », Sylvain Delerce, Directeur de recherche associé chez Carbon Gap.*

## **La France a les capacités pour sécuriser l'objectif de neutralité carbone, voire devenir nette négative avant 2050**

En partant des gisements en ressources physiques et en analysant leur disponibilité réelle aujourd'hui et d'ici 2050, l'étude a permis d'estimer le potentiel théorique de déploiement, en France, des différentes méthodes d'EDC existantes.

Un panel citoyen ainsi qu'une série d'entretiens ciblés auprès de parties prenantes clés ont permis de dépasser les aspects techniques et de caractériser la « géographie sociale » actuelle sur la question des émissions négatives, facteur déterminant pour la réalisation ou non réalisation du potentiel identifié.

Trois scénarios de déploiement du potentiel réalisable à 2050 sont identifiés : « conservateur », « référence » et « ambition », chacun mis en perspective face au volume d'émissions résiduelles que la France anticipe à l'horizon 2050, soit  $-80\text{MtCO}_2\text{eq/an}$  (SBNC2), pour évaluer l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone.

- Le scénario « conservateur » décrit le statu quo, où aucune mesure supplémentaire ne seraient prises pour enclencher la diversification des puits de carbone. Ce scénario permet d'éliminer près de  $24\text{ MtCO}_2\text{/an}$ , en utilisant exclusivement la gestion des écosystèmes et les produits biosourcés. Dans ce scénario, la neutralité carbone n'est pas atteinte en 2050.
- Dans le scénario de « référence », la France diversifie proactivement ses puits de carbone et atteint une capacité d'EDC d'environ  $76\text{ MtCO}_2\text{eq/an}$ , légèrement au-dessus de la cible, ce qui permet d'atteindre la neutralité carbone avec une marge de sécurité. Ce scénario fait appel à l'ensemble de la palette des méthodes d'EDC disponibles.
- Le scénario « ambition » décrit une trajectoire où la France s'engage plus vite et plus fortement sur l'EDC, ce qui lui permet d'exploiter d'avantage le potentiel réalisable, et d'atteindre des capacités d'EDC de près de  $146\text{ MtCO}_2\text{eq}$  tous les ans à l'horizon 2050. Ce scénario permet à la France de dépasser ses objectifs en termes de décarbonation et donc de devenir nette négative avant 2050.

Dans les scénarios de référence et ambition, les puits naturels et technologiques ont des contributions équilibrées qui permettent d'atteindre la [neutralité carbone durable](#)<sup>1</sup>. Cette approche « portefeuille » joue sur la diversité des méthodes pour répartir la contrainte sur les

---

<sup>1</sup> <https://www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev-environ-112320-105050>



différents gisements et ainsi préserver les usages existants. La réussite de ces scénarios requiert le respect de la trajectoire de réduction de émissions actuellement en vigueur. Les principaux verrous à la réalisation du potentiel d'EDC identifié sont : la disponibilité accrue d'énergie décarbonée (sobriété et capacités supplémentaires), la disponibilité de stockage géologique du CO<sub>2</sub>, et la rémunération des pratiques stockantes dans la gestion des écosystèmes.

Les volumes d'EDC identifiés dans les scénarios de référence et ambition sont réalisables dans des conditions proches de l'actuel, mais requièrent dès maintenant des politiques volontaristes pour créer les conditions favorables à l'émergence des filières d'EDC.

### **Un déploiement réussi de l'EDC démarre maintenant, implique directement les territoires et s'articule avec l'Union Européenne**

Un atelier de co-construction d'une ébauche de feuille de route pour le déploiement de l'EDC en France a été organisé à Paris, auquel ont participé une quinzaine de parties prenantes. L'exercice a permis d'identifier une série d'actions qui pourraient permettre de construire progressivement les conditions favorables à un déploiement ambitieux et responsable de l'EDC, notamment sur quatre dimensions structurantes : la planification (objectifs, jalons, principes directeurs), créer les conditions d'adhésion des parties prenantes, les incitations au déploiement, et enfin le cadre réglementaire permettant de créer une logique économique à long terme.

L'ébauche de feuille de route obtenue concentre les actions dans le 5 à 10 prochaines années, reflétant le besoin d'agir vite pour enclencher une dynamique de développement des filières qui prendra nécessairement du temps avant de livrer des volumes significatifs d'EDC.

En plus des efforts d'information nécessaires pour que les décideurs et la société civile soient en mesure de s'emparer de l'EDC, la proposition d'un ancrage territorial des initiatives de déploiement est structurante dans cette feuille de route, les projets décidés et financés de façon centrale devenant l'exception plutôt que la règle.

Enfin, cette feuille de route identifie clairement une interaction entre le cadre européen et les actions au niveau français, et envisage de construire progressivement une véritable diplomatie de l'EDC, pour harmoniser les règles au niveau européen, mais aussi s'assurer d'une distribution équitable de l'effort au niveau international.

### **Prochaines étapes**

Les documents publiés aujourd'hui ont vocation à servir de base de réflexion pour l'élaboration d'une véritable stratégie de déploiement des capacités d'EDC en France, qui permettrait de



sécuriser l'atteinte des objectifs climatiques actuels de la France, de donner de la visibilité aux acteurs du secteurs, de prendre en compte l'EDC dans la planification écologique, notamment sur les gisements tendus comme l'énergie décarbonée, et enfin de rattraper le retard accumulé sur les partenaires européens de la France, comme le Danemark, le Royaume Uni<sup>2</sup>, la Suisse<sup>3</sup>, l'Union Européenne elle-même, et plus récemment, l'Allemagne<sup>4</sup>.

#### NOTES AUX EDITEURS

Carbon Gap est une ONG indépendante, dont la mission est de catalyser l'émergence de capacités d'élimination du dioxyde de carbone atmosphérique en Europe, comme complément essentiel de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Carbon Gap est soutenue financièrement par des fondations pour le climat.

Pour obtenir le rapport de l'étude et l'ébauche de feuille de route :

Rapport : [carbongap.org/wp-content/uploads/2024/03/carbongap-france-mar24\\_hi-res.pdf](https://carbongap.org/wp-content/uploads/2024/03/carbongap-france-mar24_hi-res.pdf)

Feuille de route : [carbongap-france-roadmap-mar24\\_v4.pdf](https://carbongap.org/wp-content/uploads/2024/03/carbongap-france-roadmap-mar24_v4.pdf)

Vos contacts pour aller plus loin :

**Dr. Sylvain Delerce**, Directeur de recherche Associé, Carbon Gap - Montpellier, France (Français, Anglais), [sylvain@carbongap.org](mailto:sylvain@carbongap.org)

**Thibault Aubert**, Chercheur et Analyste Politique, Carbon Gap - Paris, France (Français, Anglais), [thibault@carbongap.org](mailto:thibault@carbongap.org)

Equipe de communication: **Clotilde Besson**, Chargée de Communication Associée, Carbon Gap - Bruxelles, Belgique (Français, Anglais), [clotilde@carbongap.org](mailto:clotilde@carbongap.org)

---

<sup>2</sup> <https://www.gov.uk/government/publications/greenhouse-gas-removals-ggr-business-model>

<sup>3</sup> <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/info-specialistes/extraction-et-stockage-du-co2.html>

<sup>4</sup> [https://www.bmwk.de/Redaktion/DE/Downloads/E/240226-eckpunkte-negativemissionen.pdf?\\_\\_blob=publicationFile&v=4](https://www.bmwk.de/Redaktion/DE/Downloads/E/240226-eckpunkte-negativemissionen.pdf?__blob=publicationFile&v=4)